

*Le budget—M. MacEachen*

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances)** propose:

Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement.

—Madame le Président . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Hees:** Ce sont les derniers applaudissements que vous allez recevoir, Al.

**M. MacEachen:** . . . c'est pour moi un honneur de présenter au Parlement le premier budget de cette nouvelle décennie. Ce budget oriente l'économie dans de nouvelles voies, des voies qui assureront la sécurité tant énergétique qu'économique des Canadiens pendant les années à venir.

● (2010)

Ce serait rendre un mauvais service à cette Chambre, ainsi qu'aux Canadiens, de nier qu'un climat profondément préoccupant d'incertitude et d'anxiété règne dans le monde et, j'en suis sûr, dans le cœur et l'esprit des Canadiens. Les années 70 nous ont légué beaucoup de problèmes. Ce serait toutefois commettre une erreur aussi grande de ne pas voir que les années 80 présentent des possibilités extraordinaires pour le Canada.

Il y a dix ans encore, le monde était porté par la longue vague d'expansion économique de l'après-guerre. Alors que l'inflation s'infiltrait dans de nombreux pays industrialisés, nous avions encore tous confiance en notre capacité collective de gérer la croissance, les économies se développant de concert dans le monde. Cependant, depuis la crise du pétrole de 1973, les pays industrialisés ont été confrontés au double problème de l'inflation et d'un chômage persistant. En 1979, le monde fut secoué par une deuxième vague d'augmentation des prix du pétrole. Dans les pays industrialisés, il en est résulté une vive recrudescence des facteurs inflationnistes et une baisse des revenus réels. Pour les pays en voie de développement, les conséquences ont été dramatiques: leurs déficits internationaux représentent maintenant entre trois et quatre fois l'aide qu'ils reçoivent du reste du monde.

Aux États-Unis, la récession annoncée s'est finalement matérialisée par un recul marqué de la production réelle au deuxième trimestre, tandis que la production fléchit dans presque tous les pays de l'OCDE. L'inflation reste bien plus rapide qu'on le souhaiterait aux États-Unis malgré la récession. Les taux d'intérêt ont baissé au début de l'année, avant de remonter dernièrement.

A moins de nouvelles perturbations des livraisons internationales de pétrole, on peut raisonnablement penser que la chute de la production aux États-Unis est révolue et que, pour ce qui est des effets de la hausse des prix de l'OPEP, le pire est maintenant passé. Toutefois, il est généralement admis que l'économie mondiale devra traverser une longue période pen-

dant laquelle la reprise et les progrès de la lutte contre l'inflation seront relativement lents.

Dans ce contexte, la gestion de l'économie représente un défi de taille. Les pays industrialisés ont tous appris qu'ils ne pouvaient obtenir le plein-emploi, la stabilité des prix et d'autres objectifs économiques en se contentant d'influer sur la demande, par des réductions d'impôt ou un accroissement des dépenses publiques, ou par des augmentations d'impôts et une diminution des dépenses. De toute évidence, les problèmes sont plus profonds et plus complexes; ils touchent notre capacité fondamentale de production. Le pétrole en est un exemple. Le monde devra recourir à des sources plus coûteuses quand les gisements à bon marché seront épuisés. De façon plus générale, la quantité moyenne de biens et de services produite par travailleur n'augmente pas aussi vite que par le passé, parce que nous n'investissons pas suffisamment et n'en faisons pas assez pour maintenir le rythme du progrès technique. Les pénuries de ressources et le ralentissement de la productivité se traduisent par une hausse plus rapide des coûts, ce qui aggrave encore le problème de l'inflation.

Nous ne pouvons accepter une inflation à deux chiffres et ce, pour deux grandes raisons. Cette situation est injuste pour ceux qui ne peuvent se protéger, les membres les moins favorisés de notre société et en particulier les personnes âgées. Elle coûte aussi très cher sous forme de baisses de production et de pertes d'emplois. Elle risque de compromettre notre compétitivité sur les marchés mondiaux. Elle entraîne une hausse des taux d'intérêt. Elle rend les entreprises moins disposées à investir. Elle sape la consommation et freine la construction de logements.

Ainsi, ces deux problèmes du coût élevé de la production additionnelle et de l'inflation s'aggravent l'un l'autre. Il ne s'agit pas simplement de problèmes canadiens, madame le Président, mais de problèmes mondiaux. Au sommet de Venise et aux réunions des ministres des Finances du FMI et de l'OCDE, des thèmes nouveaux se sont dégagés: la nécessité de s'intéresser aux problèmes fondamentaux de la croissance de la productivité en se penchant sur le progrès technique, l'investissement et les incitations à l'effort, ainsi que le besoin primordial d'un freinage de l'inflation pour permettre une croissance soutenue de la production et de l'emploi.

[Français]

Les problèmes économiques auxquels la communauté internationale est confrontée ne peuvent être résolus par une action individuelle des pays. Notre gouvernement ne se dissimule par l'importance des défis que présentera la coopération économique internationale au cours de la période troublée qui s'annonce et il est prêt à assumer pleinement ses responsabilités dans la mise en place d'un système économique international adapté aux années 80.

[Traduction]

Nous sommes particulièrement conscients de la situation critique des pays en voie de développement. Aussi devons-nous imprimer un élan à nos programmes d'aide et à notre soutien des institutions internationales de prêt, qu'elles soient publiques ou privées. J'ai été très heureux de la façon dont les ministres des Finances des pays du Commonwealth ont accueilli notre décision de rétablir la croissance de notre aide publique au développement.